

Brevets—Loi

Le ministre prétend que l'augmentation du prix des médicaments permettra de créer 3 000 nouveaux emplois dans le secteur de la recherche au Canada. Mais la loi ne contient aucun engagement à cet égard. Ce n'est mentionné nulle part. Il s'agit d'une entente secrète que le ministre dit avoir conclue avec les multinationales.

M. Foster: Il est naïf.

M. Turner (Vancouver Quadra): Oui, le ministre est sans doute naïf. C'est chose faite, selon lui. Il a conclu des ententes secrètes. Nous allons obtenir cette recherche. Il s'agit encore d'une entente conclue en coulisses ou je ne sais où.

M. McCain: Vous êtes bien placé pour le savoir.

M. Turner (Vancouver Quadra): La plupart de ces accords ont sans doute été conclus à Washington. Ils ne l'ont certainement pas été à Ottawa, Toronto ou Montréal. Le ministre prétend que les multinationales investiront 1,4 milliard de dollars dans la recherche, au Canada, au cours des 10 prochaines années. Par ailleurs, monsieur le Président, les Canadiens devront dépenser au cours de la même période 4,7 milliards de dollars de plus pour des médicaments dont les prix auront augmenté. D'après nos calculs, cette mesure coûtera 9 000 emplois au Canada. Autrement dit, en mettant les 3 000 emplois dont parle le ministre en regard de ces 9 000 emplois, nous constatons une perte nette de 6 000 emplois. Quoi qu'il en soit, j'ai trouvé intéressant d'observer la prestation du ministre de la Consommation et des Corporations à la Chambre. Il manipulait des charbons ardents, en jonglant avec eux dans l'espoir de ne pas se brûler. Mais d'où sont venues les pressions, comment s'expliquent en particulier les changements apportés au projet de loi depuis juin . . .

M. Redway: Avez-vous vérifié auprès de George Shultz?

M. Turner (Vancouver Quadra): Je l'ai déjà dit à mon honorable collègue, George Shultz et moi sommes bons amis, mais il n'est pas mon patron comme il l'est pour les députés d'en face. Non seulement l'avons-nous vérifié, mais nous avons vu les porte-parole des multinationales américaines déclarer à la télévision qu'ils étaient au courant du projet de loi avant les sociétés canadiennes et avant les consommateurs canadiens.

M. Redway: Parlez-nous de Keith Davey.

M. Turner (Vancouver Quadra): Keith Davey est un amateur comparé à Dalton Camp.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le député devrait se concentrer sur ses propres champs d'intérêts et ambitions personnelles. Voyons à quoi vous pouvez en arriver dans votre formidable caucus sur la question de la peine de mort. Tenez-vous en à ce genre de chose, et nous parlerons d'autres questions de plus grande envergure.

Le ministre et le gouvernement ont cédé en tout et partout à un groupe de pression américain. L'Association américaine des fabricants de produits pharmaceutiques avait une idée de la teneur du projet de loi avant que le Parlement, l'industrie canadienne et l'Association des consommateurs du Canada n'en aient pris connaissance. Les fabricants américains étaient au courant car il y avait là une priorité. Le président de cet organisme américain siège également au comité consultatif américain sur le libre-échange.

M. Yeutter, le représentant commercial américain, a énuméré, parmi ses cinq priorités dans le cadre de ces négociations commerciales, de meilleures conditions pour les entreprises pharmaceutiques américaines établies au Canada. Nous savons maintenant pourquoi la loi a été modifiée depuis juin et pourquoi le gouvernement y attache tant d'importance. Les personnes âgées, les malades, les handicapés, ceux qui ne sont pas protégés par des régimes d'assurance et qui sont vulnérables à toute augmentation de prix, deviennent la rançon des négociations sur le libre-échange avec les États-Unis.

L'affaire ne se termine pas là. Elle a commencé avec le bois d'oeuvre. Le Canada a fait une offre finale de 10 p. 100, puis une autre, de 15 p. 100. La coalition américaine réclame maintenant un droit de 25 p. 100. Notre gouvernement pusillanime, qui n'a aucun courage et aucun principe, a cédé avant même de négocier avec les États-Unis, au sujet du Programme énergétique national. Il a édulcoré la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, et il a cédé dans le cas du bois de construction et de l'édition, et il fait maintenant de même en ce qui a trait au prix des médicaments.

Je le répète, ceux qu'on sacrifie à ces négociations avec les États-Unis sont ceux qui sont le moins en mesure de se protéger, les personnes âgées, les malades, les handicapés, les personnes qui vivent dans des maisons de repos et ceux qui ont besoin de soins médicaux. Le premier ministre (M. Mulroney) et ses collègues sont aux ordres des États-Unis. Il ne fait aucun doute dans l'esprit de quiconque que si le gouvernement est disposé à capituler avec ce projet de loi c'est dans le seul but de faire plaisir aux Américains et pour que les négociations commerciales souhaitées par le premier ministre se poursuivent sans anicroche.

● (1420)

J'ignore s'il existe encore des rapports étroits entre le président et le premier ministre et si les problèmes éprouvés, à l'heure actuelle, par le président, à Washington, forceront le premier ministre à trouver des façons de se distancer de lui et de mettre fin à cette relation spéciale. Seul le temps nous le dira. Cependant, je crois que le moment est venu pour notre gouvernement de faire preuve de fermeté dans ses négociations avec les États-Unis.

De ce côté-ci, nous jugeons que ce projet de loi est l'un des sacrifices que le Canada a dû consentir, afin que ces négociations se poursuivent. Lorsque ce projet de loi sera renvoyé au comité, nous entendons bien poser au ministre le genre de questions que nous lui adressons, à l'heure actuelle, à la Chambre. Nous espérons qu'il sera en mesure d'appuyer les affirmations qu'il fait à la Chambre sur des preuves solides.

En outre, pour le ministre, cela n'a peut-être rien à voir avec le sujet, mais je pense qu'il serait utile d'obtenir quelques-uns des enregistrements de ces fameuses entrevues qu'il a données et de les entendre au comité. Nous pourrions demander aux représentants de Radio-Canada comment on a fabriqué ces bandes. Nous voudrions entendre des témoignages concrets sur les rapports passablement étroits qui doivent à présent exister entre le ministre et M. Eastman. Nous pourrions demander à ce dernier de nous dire comment il compte diriger le Bureau d'examen des prix des médicaments alors qu'il bénéficie de l'appui inconditionnel du ministre.